

Lorsque les objets des associations prestataires de services ou chargées de mission sont multiples, lorsque le droit de présenter des candidats administrateurs n'a pas été conféré à toutes les communes affiliées ou lorsque la répartition géographique le justifie, des comités consultatifs peuvent être créés au sein de chacune de celles-ci.

Les membres des comités de gestion régionaux et des comités consultatifs sont nommés par l'assemblée générale sur présentation des participants. La présentation des membres des comités de gestion régionaux est soumise aux dispositions de l'article 46. Dans tous les cas, toutes les communes qui n'ont pu présenter de candidat à la nomination au sein du conseil d'administration ont le droit de présenter à la nomination un ou plusieurs candidats au sein des comités de gestion régionaux et des comités consultatifs.

Sont exclusivement représentées au sein des comités consultatifs créés en raison de la multiplicité des objets et limités à ce nombre d'objets, les communes ayant un intérêt à l'objet en question.

Les membres des comités consultatifs peuvent coopter, conformément aux statuts, des représentants de tiers intéressés comme des membres ayant voix délibérative."

Art. 5. A l'article 65, alinéa deux, du même décret, les mots "les administrateurs" sont remplacés par les mots "les administrateurs, membres des comités de gestion régionaux".

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 1^{er} juin 2012.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand des Affaires administratives, de l'Administration intérieure, de l'Intégration civique,
du Tourisme et de la Périphérie flamande de Bruxelles,
G. BOURGEOIS

—
Note

(1) *Session 2011-2012.*

Documents. — Proposition de décret : 1629, n° 1. — Amendement : 1629, n° 2. — Texte adopté en séance plénière : 1629, n° 3.

Annales. — Discussion et adoption : Séance d'après-midi du 23 mai 2012.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 1885

[C - 2012/29271]

10 MAI 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant divers arrêtés relatifs au statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française et des personnes de droit public qui en relèvent en exécution de la convention sectorielle 2011-2012

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles, de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), notamment l'article 13, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière, notamment l'article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « ONE », notamment l'article 24, § 2, modifié par le décret du 27 février 2003 et du 26 mars 2009;

Vu le décret coordonné le 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, notamment l'article 140, § 3, alinéa 4;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des Ministères;

Vu l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant le statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 novembre 2000 accordant une indemnité pour l'utilisation de la bicyclette aux membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 septembre 2008 instaurant l'octroi de titres-repas pour les membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII et des Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française;

Vu le protocole n° 400 du Comité de secteur XVII, conclu le 1^{er} juillet 2011;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 octobre 2011;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 22 septembre 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 octobre 2011;

Vu l'avis du Comité de Direction du Ministère de la Communauté française, donné le 12 décembre 2011;

Vu l'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, donné le 25 novembre 2011;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 22 novembre 2011;

Vu le protocole n°401 du Comité de secteur XVII, conclu le 7 novembre 2011;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 50.771/2, donné le 18 janvier 2012 dans un délai ne dépassant pas 30 jours en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'en ce qui concerne l'Entreprise des technologies nouvelles de l'information et de la communication et l'Institut de la formation en cours de carrière, les conseils de direction de ces organismes n'ont pas répondu à la demande d'avis qui leur a été adressée dans le délai d'urgence de 10 jours, conformément à l'article 4 de l'arrêté du 22 juillet 1996 portant le statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, rendu applicable à ces organismes en application de l'article 1^{er} des arrêtés du Gouvernement de la Communauté française respectivement du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise des technologies nouvelles de l'information et de la communication de la Communauté française et du 3 mars 2004 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Institut de la formation en cours de carrière et qu'en application de ces dispositions les avis sont réputés favorables;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition modificative de l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des Ministères*

Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des Ministères, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004, le montant de « 8,68 EUR » est respectivement remplacé par le montant suivant :

- au 1^{er} juillet 2011 : « 8,88 EUR »;
- au 1^{er} janvier 2012 : « 9,07 EUR ».

CHAPITRE II. — *Disposition modificative de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public*

Art. 2. A l'article 5, § 2, 1^o, de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 octobre 2009, le montant de « 357,09 EUR » est remplacé par le montant de « 434,71 EUR ».

CHAPITRE III. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française*

Art. 3. L'article 14 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 février 2005, est complété par 3 alinéas rédigés comme suit :

« La période durant laquelle un agent a été inscrit au doctorat dans un établissement d'enseignement universitaire est également admissible pour l'octroi des augmentations intercalaires, à concurrence de maximum 4 années.

L'alinéa précédent s'applique à l'agent titulaire d'un grade académique de docteur de niveau 8 au sens de l'article 6 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités ainsi qu'à l'agent titulaire d'un grade académique de docteur obtenu dans un établissement d'enseignement universitaire situé à l'étranger et reconnu équivalent conformément à l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers.

L'agent visé à l'alinéa précédent ne peut bénéficier de l'application de l'alinéa 1^{er} pour des services prestés au cours de la même période que celle visée au 6^{ème} alinéa. ».

Art. 4. L'annexe I^{re} du même arrêté est, pour la mention des échelles du niveau 3, modifiée comme suit :

1^o les montants de « 13.374,44 », « 13.549,69 », « 13.962,81 », « 14.375,92 », sont respectivement remplacés par les montants suivants : « 13.455,74 », « 13.630,99 », « 14.044,11 », « 14.457,22 »;

2^o il est ajouté un point 5 rédigé comme suit :

« 5. Echelle minimum

Si un barème fixé par référence aux points précédents est inférieur à 13.750 euros, l'agent concerné est réputé bénéficier d'un barème de 13.750 euros ».

Art. 5. A l'annexe I^{re} du même arrêté, l'alinéa suivant est ajouté au point « 3. Echelles de qualification 3 » de la mention relative aux échelles du niveau 3 :

« Pour les membres du personnel auxquels correspondent les grades anciens de « puéricultrice », « puéricultrice en chef », « puéricultrice principale », « assistante médicale-puéricultrice », « assistante médicale-puéricultrice en chef » et « assistante médicale-puéricultrice principale » visés à l'annexe IV du présent arrêté, les échelles 300/3P, 301/3P, 302/3P et 310/3P sont constituées des échelles de base augmentées d'un forfait de 1.362,18 euros, 3 annales de 150,23 euros et 13 biennales de 365,2 euros. ».

CHAPITRE IV. — *Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 novembre 2000 accordant une indemnité pour l'utilisation de la bicyclette aux membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII*

Art. 6. A l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 novembre 2000 accordant une indemnité pour l'utilisation de la bicyclette aux membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 décembre 2001, les mots « à une indemnité de 0,15 euro » sont remplacés par les mots « à une indemnité de 0,20 euro ».

CHAPITRE V. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 septembre 2008 instaurant l'octroi de titres-repas pour les membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII et des Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française*

Art. 7. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 septembre 2008 instaurant l'octroi de titres-repas pour les membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII et des Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française, les montants de « € 6,00 » et « € 4,76 » sont respectivement remplacés par les montants suivants :

- au 1^{er} juillet 2011 : « 6,30 euros » et « 5,06 euros »;
- au 1^{er} janvier 2012 : « 6,60 euros » et « 5,36 euros ».

Art. 8. A l'article 3 du même arrêté le montant de « € 4,76 » est remplacé par le montant suivant :

- au 1^{er} juillet 2011 : « 5,06 euros »;
- au 1^{er} janvier 2012 : « 5,36 euros ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2012 à l'exception de ses articles 1^{er}, 2, 4, point 2^o, 5, 7 et 8 qui produisent leurs effets le 1^{er} juillet 2011.

Art. 10. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 mai 2012.

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 1885

[C — 2012/29271]

10 MEI 2012. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van verscheidene besluiten betreffende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van de publiekrechtelijke personen die eronder ressorteren ter uitvoering van de sectorovereenkomst 2011-2012**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), inzonderheid op artikel 13, vervangen door het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, inzonderheid op artikel 45, tweede lid, vervangen door het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « ONE », inzonderheid op artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 27 februari 2003 en 26 maart 2009;

Gelet op het gecoördineerde decreet van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten, inzonderheid op artikel 140, § 3, vierde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van het personeel van de Ministeries;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 november 2000 waarbij een vergoeding voor het gebruik van een fiets wordt toegekend aan de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de « Conseil supérieur de l'Audiovisuel » en van de Instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 september 2008 houdende toekenning van maaltijdcheques aan de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de Instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het Comité van Sector XVII en van de Ministeriële Kabinetten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol nr. 400 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 1 juli 2011;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 oktober 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 22 september 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 27 oktober 2011;

Gelet op het advies van het Directiecomité van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 12 december 2011;

Gelet op het advies van de Directieraad van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector, gegeven op 25 november 2011;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 22 november 2011;

Gelet op het protocol nr. 401 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 7 november 2011;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 50.771/2, gegeven op 18 januari 2012 binnen een termijn van hoogstens 30 dagen met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de directieraden van het « Entreprise des Technologies nouvelles de l'information et de la communication » (Bedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën) en het « Institut de formation en cours de carrière » (Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan) niet hebben geantwoord op de aanvraag om advies die aan deze werden gericht binnen een dringende termijn van 10 dagen, overeenkomstig artikel 4 van het besluit van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, op die instellingen toepasselijk gemaakt met toepassing van artikel 1 van de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap respectievelijk van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap en van 3 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van het « Institut de la Formation en cours de carrière » (Instituut voor Opleidingen tijdens de loopbaan), en dat de adviezen met toepassing van die bepalingen als gunstig worden geacht;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van het personeel van de Ministeries

Artikel 1. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van het personeel van de Ministeries, vervangen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004, wordt het bedrag « 8,68 EUR » respectief door het volgende bedrag vervangen :

- op 1 juli 2011 : « 8,88 EUR »;

- op 1 januari 2012 : « 9,07 EUR ».

HOOFDSTUK II. — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt

Art. 2. In artikel 5, § 2, 1^o, van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt, vervangen door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 oktober 2009, wordt het bedrag « 357,09 EUR » vervangen door het bedrag « 434,71 EUR ».

HOOFDSTUK III. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap

Art. 3. Artikel 14 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, laatst gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 februari 2005, wordt met drie leden aangevuld, luidend als volgt :

« De periode gedurende dewelke een ambtenaar ingeschreven werd voor een doctoraat in een inrichting voor universitair onderwijs wordt ook in aanmerking genomen voor de toekenning van de tussentijdse verhogingen, ten belope van maximum vier jaar.

Het vorige lid is van toepassing op de ambtenaar die titularis is van een academische graad van doctor van niveau 8 in de zin van artikel 6 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten alsook op de ambtenaar die titularis is van een academische graad van doctor bekomen in een inrichting voor universitair onderwijs gelegen in het buitenland en als gelijkwaardig erkend overeenkomstig het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften.

De ambtenaar bedoeld bij het vorige lid kan de toepassing van het eerste lid niet genieten voor de diensten gepresteerd gedurende dezelfde periode als deze bedoeld bij het zesde lid. ».

Art. 4. Bijlage I bij hetzelfde besluit wordt, voor de melding van de schalen van niveau 3, gewijzigd als volgt :

1°) de bedragen « 13.374,44 », « 13.549,69 », « 13.962,81 », « 14.375,93 », worden respectief vervangen door de volgende bedragen : « 13.455,74 », « 13.630,99 », « 14.044,11 », « 14.457,22 »;

2°) er wordt een punt 5, luidend als volgt, toegevoegd :

« 5. Minimumschaal

Indien een barema dat bepaald wordt bij referentie naar de vorige punten lager is dan 13.750 euro, wordt de betrokken ambtenaar geacht een barema van 13.750 euro te genieten ».

Art. 5. Bij bijlage I van hetzelfde besluit, wordt volgend lid toegevoegd aan punt « 3. Kwalificatieschalen 3 » van de melding met betrekking tot de schalen van niveau 3 :

« Voor de personeelsleden die overeenstemmen met de vorige graden « kinderverzorgster », « hoofdkinderverzorgster », « eerstaanwezend kinderverzorgster », « medisch assistente – kinderverzorgster », « hoofdmedisch assistente – kinderverzorgster », « eerstaanwezend medisch assistente – kinderverzorgster » bedoeld bij de bijlage IV van dit besluit, bestaan de schalen 300/3P, 301/3P, 302/3P en 310/3P uit de basisschalen vermeerderd met een forfaitair bedrag van 1.362,18 euro, 3 jaarlijkse verhogingen van 150,23 euro en 13 tweejaarlijkse verhogingen van 365,2 euro. ».

HOOFDSTUK IV. — Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 november 2000 waarbij een vergoeding voor het gebruik van een fiets wordt toegekend aan de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de « Conseil supérieur de l'Audiovisuel » en van de Instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren

Art. 6. In artikel 2, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 november 2000 waarbij een vergoeding voor het gebruik van een fiets wordt toegekend aan de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de « Conseil supérieur de l'Audiovisuel » en van de Instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 december 2001, worden de woorden « op een tegemoetkoming van 0,15 euro » vervangen door de woorden « op een tegemoetkoming van 0,20 euro ».

HOOFDSTUK V. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 september 2008 houdende toekenning van maaltijdcheques aan de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de Instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het Comité van Sector XVII en van de Ministeriële Kabinetten van de Regering van de Franse Gemeenschap

Art. 7. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 september 2008 houdende toekenning van maaltijdcheques aan de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de Instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het Comité van Sector XVII en van de Ministeriële Kabinetten van de Regering van de Franse Gemeenschap, worden de bedragen « 6,00 euro » en « 4,76 euro » respectief door de volgende bedragen vervangen :

- op 1 juli 2011 : « 6,30 euro » en « 5,06 euro »;

- op 1 januari 2012 : « 6,60 euro » en « 5,36 euro ».

Art. 8. In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt het bedrag « 4,76 euro » vervangen door het volgende bedrag :

- op 1 juli 2011 : « 5,06 euro »;

- op 1 januari 2012 : « 5,36 euro ».

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2012 met uitzondering van de artikelen 1, 2, 4, punt 2°, 5, 7 en 8 die op 1 juli 2011 uitwerking hebben.

Art. 10. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 mei 2012.

De Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET